

DECRET n° 2005-1021 du 24 octobre 2005 fixant le taux et les modalités de facturation de recouvrement, d'utilisation et de gestion de la Redevance de Développement des Infrastructures aéroportuaires (RDIA)

RAPPORT DE PRESENTATION

Dans le cadre de la réalisation des grands projets du Gouvernement, l'Etat du Sénégal souhaite construire un nouvel aéroport international à Ndiass, l'Aéroport Blaise Diagne, afin de mieux répondre aux exigences actuelles du transport aérien et satisfaire l'ambition du Sénégal de positionner Dakar comme principale plaque tournante aéroportuaire de la sous-région. Pour financer ce projet, il est prélevé sur les passagers qui utilisent les aérodromes internationaux ouverts au public au Sénégal une redevance de développement des infrastructures aéroportuaires (RDIA). Cette redevance est perçue depuis le 1er avril 2005. Elle doit rester en vigueur pendant la période de remboursement des financements prévue pour les infrastructures susvisées.

Conformément aux exigences et pratiques recommandées par l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI), les compagnies aériennes ont été consultées sur le projet de RDIA. Elles ont marqué leur accord et soutiennent la construction du nouvel aéroport international Blaise Diagne selon le schéma proposé.

La mise en place de cette redevance, qui est conforme au document n° 9082/6-7 portant politique de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI), notamment en ses articles 22 et 24, a requis l'adoption d'un décret conformément à l'article 6 de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finance et au Code de l'Aviation civile du Sénégal. La RDIA a donc été créée par le Décret n° 2005-138 en date du 28 février 2005.

Afin de permettre la perception de la RDIA au-delà du 31 décembre 2005, le Code de l'Aviation civile a été modifié par la loi n° 2005-27 du 26 août 2005 et un nouvel article 91 bis relatif à la RDIA y a été intégré.

Il prévoit que le taux et les modalités de facturation, de perception, d'utilisation et de gestion de la RDIA soient fixés par décret pris sur rapport conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Transports aériens.

Le décret prévoit notamment l'entité chargée de la facturation et de la collecte ainsi que la structure chargée de la perception de la redevance, du financement, de la construction, de la gestion et du développement du nouvel Aéroport international Blaise Diagne. Le présent décret fixe également le montant de la redevance, par catégorie de passager, applicable sur une période pluriannuelle prédéterminée. Enfin, il précise les obligations de l'organisme tiers chargé de la collecte de la RDIA, en matière de communication, d'information au Gouvernement.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

Le Président de la République :

Vu la Constitution ;

Vu la Convention relative à l'Aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944 ;

Vu le document n° 9082.6-7 portant politique de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI), notamment en ses articles 22 et 24 ;

Vu le Code de l'Aviation civile ;

Vu la loi n° 2005-27 du 26 août 2005 modifiant la loi n° 2002-31 du 12 décembre 2002 portant Code de l'Aviation civile ;

Vu le décret n° 2004-561 du 21 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2005-705 du 9 août 2005 mettant fin aux fonctions de Ministre, nommant de nouveaux ministres et fixant la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2005-724 du 11 août 2005 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique majoritaire entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié ;

Vu le décret n° 2005-138 du 28 février 2005 portant création d'une Redevance de Développement des Infrastructures aéroportuaires ;

Sur le rapport conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre du Tourisme et des Transports aériens,

Decrete :

Article premier. - Par décret n° 2005-138 en date du 28 février 2005 il a été institué à compter du 1er avril 2005, une redevance dénommée « Redevance de Développement des Infrastructures aéroportuaires (RDIA). La perception de cette redevance est depuis le 26 août 2005 prévue par l'article 91 bis du Code de l'Aviation civile modifié.

Art. 2. - La redevance est due par tout passager, de toute entreprise de transport aérien public, embarqué sur les aéroports internationaux du Sénégal. Cette redevance est incluse dans les prix du billet. Elle est liquidée et perçue par l'entreprise de transport aérien.

Art. 3. - La redevance est prélevée par l'entreprise de transport aérien public ; elle est assise sur le nombre de passagers embarqués sur les aéroports du Sénégal, quelles que soient les conditions tarifaires accordées par le transporteur.

Art. 4. - Le taux de la redevance applicable sur chaque passager est fonction de la catégorie dont il relève. les passagers sont répartis en deux catégories (nationale et internationale) en fonction de leur destination.

Art. 5. - La société de droit privé Aéroport international Blaise Diagne dont le capital social est détenu majoritairement par des investisseurs privés et le solde par l'Etat, chargée du financement, de la construction, de la gestion et du développement du nouvel Aéroport

international Blaise Diagne, est autorisée à percevoir la RDIA définie à l'article 1 du présent décret afin de financer la construction dudit aéroport.

Art. 6. La facturation et la collecte de la RDIA sont confiées à un organisme tiers dûment habilité par sa nature, indépendant, autonome, reconnu pour ses prestations et offrant des garanties nécessaires à la dite collecte. Il est fait obligation à cet organisme de produire et de transmettre au Ministre chargé des Finances, dans un délai d'un mois suivant la fin du mois considéré, un rapport mensuel contenant toutes les informations relatives :

- au montant de la RDIA collectée par l'organisme tiers pour le compte de l'Etat du Sénégal le mois précédent et en cumule depuis le 1er avril 2005 ;

- au montant des fonds transférés à la Société de construction de l'Aéroport, à l'Etat ou à toute autre partie, le mois précédent et depuis le début des transferts ;

- et les fonds détenus par l'organisme tiers. La RDIA est payable uniquement en Euro, sauf cas particulier et après l'accord préalable écrit du Ministre chargé des Finances.

Art. 7. - La RDIA est collectée pour une période courant du 1er avril 2005 jusqu'au complet remboursement par la société visée à l'article 5 du présent décret de l'ensemble de la dette financière contractée par cette dernière dans le cadre du financement de la construction et du développement du nouvel Aéroport international Blaise Diagne.

Art. 8. - Outre les sanctions prévues dans le Code de l'Aviation civile, toute entreprise de transport public qui s'abstient de prélever et/ou de reverser la RDIA dans les délais prescrits par la convention liant l'Etat du Sénégal à l'Organisme visé à l'article 6 s'expose à une pénalité égale à 5 % applicable au montant de la RDIA non prélevé et/ou non reversé sans préjudice de l'obligation de versement immédiat de l'intégralité du montant de la RDIA.

Art. 9. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Tourisme et des Transports aériens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 24 octobre 2005

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Macky SALL.